



MONDE

Pékin fait une concession historique sur ses avantages commerciaux

COMMERCE

Le Premier ministre chinois a annoncé que son pays était prêt à renoncer à obtenir un traitement de faveur pour les futurs accords commerciaux que le pays conclurait.

L'annonce, mardi, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, a été saluée par l'OMC.

C'est un revirement majeur pour le commerce mondial. Le Premier ministre chinois, Li Qiang, a annoncé que la Chine était prête à renoncer à obtenir, lors de la conclusion de futurs accords, un « *traitement spécial et différencié* » dont bénéficient les pays en développement à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mardi, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

Ce statut spécifique, qui peut être autoproclamé par simple déclaration à l'OMC du pays en question, offre une certaine souplesse dans la mise en œuvre des règles de l'organisation multilatérale. « *En tout, une centaine de règlements concernant les subventions ou les brevets sont assouplis pour ces pays* », rappelle Jean-Marc Siroën, chercheur en économie internationale et professeur émérite à l'université Paris-Dauphine.

La fin de ce statut privilégié était réclamée

Mieux : dans les négociations commerciales multilatérales ou bilatérales, ces pays peuvent se voir offrir des droits de douane très faibles pour faciliter leur intégration dans les échanges commerciaux internationaux. A ce jour, près des deux tiers des pays membres de l'organisation, à l'instar de l'Inde, du Brésil et de l'Arabie saoudite ont ce statut.

Bien que la Chine ne soit plus éligible au traitement spécial, son statut de pays en développement ne changera pas, a cependant tempéré mercredi devant la presse à Pékin Han Yong, un res-

ponsable du ministère du Commerce chargé des relations avec l'OMC. De longue date, les Etats-Unis et les Européens réclamaient que la Chine – la deuxième plus grande économie mondiale – renonce à ce statut privilégié.

Donald Trump en avait fait son cheval de bataille. En 2019, lors de son premier mandat, le président avait indiqué que « *les Etats-Unis n'ont jamais accepté la revendication de la Chine au statut de pays en développement, et la quasi-totalité des indicateurs économiques actuels contredisent cette revendication* ». Depuis son retour à la Maison-Blanche, son discours n'a pas varié d'un iota.

« Moment crucial pour l'OMC »

La directrice générale de l'OMC,



Ngozi Okonjo-Iweala, a salué l'annonce du Premier ministre chinois. C'est l'*« aboutissement de nombreuses années de travail acharné »*, a-t-elle indiqué sur X.

« Il s'agit d'un moment crucial pour l'OMC. La décision de la Chine témoigne de son engagement en faveur d'un système commercial mondial plus équilibré et plus équitable. Elle envoie un signal fort de soutien à la réforme de l'OMC et contribuera à créer des conditions de concurrence plus équitables pour tous les membres », s'est-elle réjouie dans un communiqué publié mercredi.

A ses yeux, l'initiative chinoise devrait permettre de dynamiser les discussions au sein de l'organisation, en panne sous les coups de boutoir de Donald Trump et du désengagement américain ces dernières années. Surtout, cela devrait permettre de calmer les esprits alors que Pékin cherche à négocier un accord commercial plus durable avec les États-Unis.

« Prendre le leadership »

« Dans la mesure où la Chine n'a cessé de clamer son attachement au multilatéralisme et à l'OMC, cette décision peut s'interpréter comme une tentative par Pékin de prendre le leadership au sein de l'organisation, ou tenter en tout cas de se substituer aux Etats-Unis qui piétinent allègrement les règles. Donald Trump n'a que faire de l'OMC », analyse Jean-Marc Siroën.

« Compte tenu de l'absence de

programme de négociation à l'OMC et de la lenteur de ses efforts de réforme, cette annonce, bien que bienvenue, aura peu d'effets concrets », a estimé Wendy Cutler, vice-présidente principale de l'Asia Society Policy Institute et ex-négociatrice commerciale des Etats-Unis, citée par l'agence Bloomberg. L'annonce chinoise arrive *« des années trop tard »*, mais elle *« aidera Pékin à démontrer son engagement durable envers le système commercial multilatéral, contrairement à Washington qui retarde le paiement de ses cotisations à l'organisation »*, estime-t-elle.

Cette annonce peut aussi s'interpréter comme une tentative de s'attirer les faveurs de Donald Trump pour les négociations en cours. Le geste chinois est significatif, à l'heure où la hausse des droits de douane américains constraint Pékin à détourner une part croissante de ses exportations vers l'Union européenne et les puissances économiques émergentes de l'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud-Est.

Une tendance qui commence d'ailleurs à se heurter à une résistance mondiale. Certains pays émergents se protègent contre les importations chinoises, à l'instar du Mexique, dernièrement, ou du Brésil, l'an passé sur l'acier chinois. — R.H.

Elle a dit

« La décision de la Chine témoigne de son engagement en faveur d'un système commercial mondial plus équilibré et plus équitable. Elle envoie un signal fort de soutien à la réforme de l'OMC [...]. »

NGOZI OKONJO-IWEALA
Directrice générale de l'OMC

